

### Questions orales

**M. Balfour:** Le comité consultatif technique a-t-il donné son consentement au prolongement de la période de blocage des prix?

**M. Macdonald (Rosedale):** En fait, j'ai déjà répondu à cette question. Le comité s'occupe de la menace d'interruption des approvisionnements qui pèse sur l'est du Canada.

### PÉTROLE—LES MOTIFS DU DÉLAI DE 7 ANS PRÉVU POUR LA RÉALISATION DE L'AUTARCIE

**M. Bill Kempling (Halton-Wentworth):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Compte tenu des chiffres obtenus de l'industrie et selon lesquels notre production pétrolière dépasse de 300,000 barils notre consommation journalière, le ministre peut-il nous expliquer pourquoi le gouvernement estime qu'il lui faudra sept années pour permettre au Canada de pourvoir à ses propres besoins en pétrole?

**L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources):** S'il relit la déclaration, le député pourra constater qu'il n'est pas question d'interrompre les exportations vers les États-Unis au cours de la présente période. La construction des installations devant servir à l'extraction du pétrole des sables bitumineux pourrait fort bien nécessiter d'importants investissements, durant une longue période, avant que l'autarcie ne devienne réalité.

\* \* \*

### LES PÉNITENCIERS

#### PRINCE-ALBERT—DEMANDE D'EXPLICATION DE L'EXPRESSION «SITUATION NORMALE»—L'INACCESSIBILITÉ DE CERTAINES SECTIONS LORS DE LA VISITE DU COMITÉ

**M. Frank Howard (Skeena):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser au solliciteur général une question qui fait suite à son observation d'il y a quelques semaines selon laquelle la situation était redevenue normale au pénitencier de la Saskatchewan à Prince-Albert. Tenait-il compte à ce moment-là du fait que des détenus qui sont isolés n'ont plus le droit de faire des appels téléphoniques à qui que ce soit et que ce droit a été suspendu pour un temps indéfini? Peut-il expliquer pourquoi certains détenus ont été gardés, isolés, au cachot, dans un certain cas pendant plus de 200 jours? Est-ce là ce qu'on appelle une situation redevenue normale?

**L'hon. Warren Allmand (solliciteur général):** Il me faudrait étudier ces cas particuliers. Je sais que certains détenus sont isolés durant de longues périodes de temps, parce qu'ils posent des problèmes de comportement au pénitencier. Toutefois, j'examinerai les cas, j'obtiendrai les noms et je verrai ce qui ne va pas.

**M. Howard:** Le ministre jettera-t-il aussi un regard sur la section du pénitencier où ces détenus sont gardées afin de savoir si c'était pour cette partie du pénitencier qu'on ne pouvait trouver aucune clef qui aurait permis au sous-comité des pénitenciers d'y pénétrer et de se rendre compte de ce qui s'y passe lorsqu'il a fait la visite de l'établissement de Prince-Albert.

**M. Allmand:** Je le ferai, monsieur l'Orateur, et je demanderai à notre ombudsman nommé depuis peu d'examiner cette question.

[M. Macdonald (Rosedale).]

### LES PARCS NATIONAUX

#### DEMANDE D'AIDE POUR LE FINANCEMENT DES APPELS CONTRE LE LOYER EXIGÉ DES HABITANTS

**M. Joe Clark (Rocky Mountain):** Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien et de son secrétaire parlementaire, j'adresserai ma question au ministre de la Justice. Puisque les lois fédérales prévoient que la seule manière dont les habitants des villages enclavés dans les parcs nationaux peuvent interjeter appel au sujet de leurs loyers, est de passer par un tribunal fédéral, le gouvernement accordera-t-il à ces personnes le même traitement que celui que l'on a accordé aux autochtones de la baie James et financera-t-il leurs appels qui visent à expliciter les lois fédérales? Le ministre peut-il nous donner une réponse affirmative à cette question avant le 15 décembre, date limite fixée par ses fonctionnaires?

**L'hon. Otto E. Lang (ministre de la Justice):** Je me ferai un plaisir d'examiner la question et d'en discuter avec mon collègue.

\* \* \*

### L'IMMIGRATION

#### LES FORMALITÉS POSTÉRIEURES À L'OCTROI DU STATUT D'IMMIGRANT REÇU

**M. Bill Frank (Middlesex):** Monsieur l'Orateur, en l'absence du ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration, j'aimerais adresser une question à son secrétaire parlementaire. Lorsque la Commission d'appel de l'immigration accorde le statut inconditionnel d'immigrant reçu à des personnes qui ont fait la demande d'admission au Canada, comme le prévoit l'article 15 de la loi sur la Commission d'appel de l'immigration, cette décision ne devrait-elle pas régler pour de bon le problème des postulants, ou est-ce que leurs demandes sont soumises à d'autres examens de la part des agents d'immigration?

**M. Mark MacGuigan (secrétaire parlementaire du ministre de la Main-d'œuvre et de l'Immigration):** Je remercie le député de m'avoir donné avis de sa question. Normalement, le ministère veut que la personne en question subisse un examen médical avant de débarquer au Canada. Si le député connaît un cas précis, je serais heureux qu'il le porte à notre attention.

\* \* \*

### LES RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES

#### LA TAXE À L'EXPORTATION DU PÉTROLE—LES MOTIFS DE LA CESSATION APRÈS LE DÉBLOCAGE DU PARTAGE DES RECETTES AVEC LES PROVINCES

**M. Gordon Ritchie (Dauphin):** J'ai une question à poser au ministre des Finances, monsieur l'Orateur. Le ministre peut-il dire à la Chambre ce qui a motivé le gouvernement à décider de ne pas prolonger le partage moitié-moitié de la taxe d'exportation sur le pétrole avec les quatre provinces productrices de l'Ouest au-delà de la période de blocage des prix?